

# Les germanophones obtiennent l'emploi

WALLONIE Une dotation de 32 millions

La réunion commune des gouvernements de la Wallonie et de la Communauté germanophone a abouti à l'accord annoncé sur le transfert de la première vers la seconde des compétences liées à l'emploi. Une dotation suivra : 27 millions d'euros auxquels il convient d'ajouter une enveloppe transitoire de 5 millions par an jusqu'en 2024, qui sera ensuite dégressive durant dix ans.

Ce n'est pas Byzance pour la plus petite communauté du pays. Mais le ministre-président Oliver Paasch se satisfait de ces sommes qui respectent les principes de la loi spéciale de financement : « *Le résultat de nos négociations est correct. Il correspond à nos besoins. La Communauté germanophone doit participer elle aussi aux efforts d'économies. Nous ne sommes pas privilégiés.* »

Depuis 1999, les germanophones sont largement maîtres de leur destin dans cette matière (emplois subventionnés, insertion, accompagnement). Mais la sixième réforme de l'Etat vient d'envoyer aux Régions des pans entiers de la politique qui restaient dans les mains du fédéral. « *Dans une logique de cohérence, explique le ministre-président wallon Paul Magnette, la Wallonie transfère ces dossiers vers Eupen, en application de l'évolution actuelle du pays.* »

On parle ici de compétences

non négligeables qui aboutiront dans le giron germanophone dès janvier 2016 : contrôle de la disponibilité des chômeurs, groupes cibles, politiques de remise à l'emploi du public des CPAS, agences locales pour l'emploi, congé éducation payé, notamment.

Il n'y a plus guère que la politique des titres services qui reste sous responsabilité wallonne. Financièrement, ce seul dossier pèse lourd. Une réflexion sur l'avenir du dispositif est engagée. On dénombre 734 entreprises en Wallonie et 6 à peine à l'est du pays. Le moment n'était venu pour Oliver Paasch : « *Nous ne pouvons pas nous permettre de prendre un tel risque financier, le dossier n'est pas stable. Mais on en rediscutera.* »

Avec les « paquets » transférés ce jeudi, la Communauté germanophone dispose désormais de tous les moyens pour développer des actions en phase avec ses réalités : du côté d'Eupen et de Saint-Vith, l'accent doit plutôt être mis sur l'emploi des plus de cinquante ans que sur le chômage des jeunes, priorité absolue en Wallonie.

Ce dossier bouclé, Wallons et germanophones peuvent désormais s'attaquer à un autre transfert très attendu, celui de la politique du logement. Un groupe de travail va se mettre en place pour aboutir à un accord en 2017. ■

ERIC DEFFET